
Bernard Thomann, *La naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)*

Louis Fagon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lectures/19995>

ISSN : 2116-5289

Éditeur

Centre Max Weber

Référence électronique

Louis Fagon, « Bernard Thomann, *La naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2016, mis en ligne le 29 janvier 2016, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/19995>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

Bernard Thomann, La naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)

Louis Fagon

- 1 Bernard Thomann, dans cet ouvrage, entend rompre avec l'historiographie traditionnelle ¹ de l'État social japonais qui décrit un système « arriéré » jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale : son développement accuserait un retard plus ou moins important par rapport à ceux des pays occidentaux, avant la mise en place d'une réelle citoyenneté politique, civile et sociale en 1945. Prenant le contrepied, l'auteur, spécialiste des politiques sociales et sanitaires du Japon moderne et contemporain, démontre que le processus de formation de l'État social japonais a commencé bien avant la fin de la Seconde Guerre Mondiale, et que le Japon est très tôt intégré aux rythmes internationaux d'évolution des institutions sociales. Pour autant, il ne s'agit pas d'expliquer de manière téléologique le processus qui conduit au système mis en place après-guerre, mais au contraire de restituer les débats et les hésitations qui agitent, durant cette période de transformation, une « nébuleuse réformatrice »² rassemblant les hauts-fonctionnaires, journalistes, syndicats et experts de la société civile qui créent et diffusent les savoirs et influencent les réformes. En s'appuyant pour l'essentiel sur des revues et des ouvrages produits par les membres de cette nébuleuse, Bernard Thomann étudie les phénomènes d'hybridation entre spécificités japonaises et influences transnationales, notamment allemandes. Il entend également réviser le rôle d'une société civile active dans le processus de mise en place des politiques sociales et sanitaires. Dans ces analyses, Bernard Thomann recourt à la fécondité de certains concepts foucauldien, particulièrement pertinents dans le cas japonais et montre comment l'essor du gouvernement des populations et la volonté de normaliser les aspects de la vie quotidienne s'inscrivent dans le renforcement du biopouvoir de l'État, pouvoir sur la vie des corps et des populations, conforté par des savoirs produits par des experts, mais aussi remis en question par le mouvement syndical

ou l'Organisation internationale du travail (OIT). L'ouvrage interroge ainsi les rapports complexes entre avancées de l'État social moderne, citoyenneté sociale et démocratie.

- 2 La première partie de l'ouvrage met en perspective la rupture provoquée par la reprise en main impériale sous l'ère Meiji, et notamment par l'ouverture du Japon après deux siècles d'autarcie sous l'ère Edo (1603-1868). L'essor de l'industrialisation, dans la seconde moitié des années 1880, pose de nouveaux problèmes d'hygiène auxquels les mécanismes traditionnels d'assistance aux pauvres ne peuvent faire face. La pression ne vient pas alors d'un mouvement ouvrier, encore trop faible, mais de l'essor d'une nébuleuse réformatrice influencée par la statistique et l'hygiène allemandes, mises au service d'un biopouvoir accru sur les populations. Une première législation sociale apparaît avec la loi sur les usines (1911), sous l'influence des enquêtes sociales publiées par des journalistes et des experts hygiénistes. Les permanences restent fortes : les mécanismes d'assistance traditionnels sont simplement unifiés au niveau national (Règlement de 1874), mais les travailleurs industriels deviennent objets de politiques sociales.
- 3 Dans la deuxième partie de l'ouvrage, Bernard Thomann souligne le tournant que représente la Première Guerre mondiale : la période de la démocratie de Taishô (1919-1932) voit l'essor d'une expertise plus complexe, démocratique et internationaliste. L'adhésion du Japon à l'OIT en 1919 ne fait pas l'unanimité mais insufflé de réelles avancées (la convention sur le chômage de 1919 entraîne la loi sur le placement des travailleurs en 1921, par exemple). L'essor du mouvement syndical influe également sur les réformes, instituant des assurances sociales *a minima* en 1922 et des mécanismes de dialogue social. Le gouvernement réagit pour défendre son biopouvoir face à l'essor de la société civile, en développant l'expertise officielle et en créant un bureau des Affaires sociales au ministère de l'Intérieur en 1922. Néanmoins le contrôle indirect prime encore : la famille et l'entreprise demeurent les relais essentiels de la politique sociale.
- 4 Dans une troisième partie, l'auteur montre les tensions et les tiraillements des politiques sociales face aux conséquences exceptionnelles de la crise de 1929. La vision téléologique d'une militarisation des politiques sociales dès 1931, préparant la guerre totale, masque les incertitudes et les oppositions. De nouveaux hauts fonctionnaires prônent des réformes plus poussées dans la lignée de celles des années 1920, mais leurs réalisations sont relativement modestes (extension des assurances sociales pour les salariés, organisation de la négociation collective, pécule de départ pour les chômeurs). L'essor de la citoyenneté sociale est freiné par de nouvelles préoccupations : la peur de la surpopulation, du chômage et de la dégénérescence de la « race » japonaise, ainsi que la grave crise qui touche les campagnes, favorisent l'irruption des militaires dans le traitement des questions sanitaires et sociales. La faction du contrôle (Tôseiha) au sein de l'armée incarne la volonté eugéniste de protéger et d'améliorer la « race » japonaise grâce aux politiques sanitaires et sociales, afin de renforcer la nation et de produire des soldats aptes en vue de la mobilisation générale. Là encore, la marche vers la guerre totale n'est pas uniforme. Par exemple, malgré la colonisation en Mandchourie et les tensions internationales de plus en plus fortes, le Japon ne se retire de l'OIT qu'en 1938, bien après sa rupture avec la SDN.
- 5 Dans la dernière partie, l'auteur démontre que la guerre totale, qui commence en 1937 avec l'invasion de la Chine, est paradoxalement un accélérateur de la formation de l'État social japonais. Le gouvernement prend rapidement conscience de la nécessité d'adopter des mesures sociales pour pallier les mauvaises conditions de vie qui touchent la population dès le début du conflit. Si elles sont indissociables du contexte de guerre, et en

partie influencées par les politiques nazies, les réformes portées par les « hauts fonctionnaires rénovateurs » du nouveau ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales à partir de 1938 s'inscrivent dans une dynamique propre au Japon. Les projets sont ambitieux et accompagnent l'accélération de l'industrialisation pendant la guerre. La mise en place d'un « salaire de vie », l'amélioration du logement urbain et la loi sur la retraite des travailleurs (1941) imposent définitivement les classes ouvrières au centre des politiques sociales. Des contradictions internes au biopouvoir apparaissent cependant au grand jour : l'industrialisation forcée heurte les militaires agrariens hostiles à la modernisation, et la thèse de la surpopulation laisse place à la nécessité d'une croissance démographique. Les entreprises, plus contrôlées, renforcent également leur gouvernance sociale sur les travailleurs. Pour le Japon, la Seconde Guerre mondiale n'est pas la « vallée noire » souvent décrite³, précédant la mise en place d'un système social « moderne » en 1945, mais bien l'aboutissement d'un processus national issu de longs débats et d'hybridations successives.

- 6 Dans cet ouvrage, Bernard Thomann relève brillamment plusieurs défis : s'attaquant à de nombreux acquis de l'historiographie traditionnelle, il parvient à démontrer que le système mis en place en 1945 par l'occupant américain s'inscrit dans un processus de temps long, à la fois propre au Japon et influencé par les savoirs internationaux. Ce faisant, il réussit à rendre compte de la complexité de ce processus sans tomber dans l'écueil téléologique : la nébuleuse d'experts qu'il étudie est évolutive, traversée par de nombreuses contradictions, mais sa plasticité même explique la continuité globale des politiques sociales.
- 7 Cette étude fournit un manuel pratique et d'une très grande clarté pour s'initier aux politiques sociales japonaises, mais également une inscription très fine de l'exemple japonais dans les débats et les réseaux internationaux de savoirs qui accompagnent l'essor de l'État social moderne. Elle met aussi à l'épreuve, de manière très féconde, la grille de lecture biopolitique de Michel Foucault, dans un système où l'expertise technocratique est particulièrement présente, et est indissociable de la volonté de contrôle et de normalisation de la vie des populations.

NOTES

1. Voir par exemple Gosta Esping-Andersen, « Hybrid or Unique? The Japanese Welfare State between Europe and America », *Journal of European Social Policy*, n° 7, 1997.
2. Christian Topalov, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.
3. Comme par l'américain Edwin O. Reischauer par exemple. Voir aussi : E. Herbert Norman, *Japan's Emergence as a Modern State: Political and Economic Problems in the Meiji Period*, New York (N.Y), International Secretariat, Institut of Pacific Relations, 1940.

AUTHOR

LOUIS FAGON

Élève en master 2 d'Histoire contemporaine à l'ENS de Lyon.